



GUINÉE-BISSAU

Renforcer la capacité d'adaptation et de résistance des secteurs de l'agriculture et de l'eau à la modification du climat

FONDS POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Financement du Fonds pour les PMA	USD 4 543 000
Cofinancement	USD 12 840 000
Achèvement du PANA	Février 2008
Inscription au programme de travail du Fonds pour les PMA	Août 2009
Date prévue d'agrément du DG	Juin 2010
Dates prévues de début et de fin d'exécution	Septembre 2010–septembre 2015
Entité d'exécution du FEM	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Autre partenaire	Secrétariat d'État à l'Environnement et au Développement durable ; ministère de l'Agriculture et du Développement rural ; Comité interministériel de l'Eau ; Comité technique de l'Eau ; et Direction générale de la Météorologie nationale

D'après le rapport du PANA, la hausse progressive des températures, et partant, l'évapotranspiration et la baisse de la pluviosité auront pour effet de réduire considérablement la productivité du secteur agricole et d'exacerber la pénurie d'eau en Guinée-Bissau. Le secteur agricole emploie plus de 90 % de la population active nationale et contribue pour 62 % au PIB. L'économie est donc fortement tributaire de l'agriculture qui, pour sa part, dépend largement de l'intensité et de la régularité des pluies, bien que le potentiel d'irrigation reste largement inexploité. Certes, on ne dispose pas de données actualisées sur l'utilisation et la disponibilité des ressources en eau, mais le PANA indique que la baisse de la pluviosité aura

des conséquences non négligeables à tous les niveaux. Elle risque en effet de compromettre la viabilité de certaines cultures dans les régions plus sèches, obligeant les agriculteurs à se tourner davantage vers l'élevage comme moyen de subsistance, ce qui nécessitera des compétences et des techniques différentes, ainsi que des investissements initiaux plus importants pour des ménages déjà appauvris. Dans ces conditions, l'évolution climatique aura des répercussions importantes sur la « capacité d'adaptation » des populations rurales, étant donné qu'une bonne proportion de celles-ci est engagée dans des secteurs très vulnérables au risque climatique et que l'économie est fortement tributaire de ces secteurs.



Activités prévues et résultats attendus

Le projet financé par le Fonds pour les PMA s'inscrit dans le droit fil des deux principales priorités du PANA dans les secteurs de l'agriculture et de l'eau et s'articule sur une stratégie de renforcement des capacités à double volet. Le premier volet de cette stratégie concerne la formation générale et le renforcement des capacités : former les principaux acteurs nationaux à l'élaboration de plans d'adaptation au changement climatique, faciliter la mise en place d'un processus de prise en compte de l'adaptation dans les principaux plans de développement et les politiques sectorielles, et améliorer la qualité et la diffusion des données sur le climat, fondation d'une prise de décision au niveau local et national. Le second volet de la stratégie porte sur la démonstration pratique des mesures d'adaptation applicables au niveau local dans les secteurs de l'agriculture et de l'eau — en commençant par des activités pilotes dans chaque village. Ces activités pilotes ont pour but de démontrer l'applicabilité d'une large palette de mesures d'adaptation telles que les techniques d'utilisation efficace de l'eau dans les systèmes de production agricole et l'approvisionnement des zones rurales, les méthodes de production agricoles non tributaires du climat (amélioration du stockage des céréales, diversification des cultures, utilisation de semences et de variétés à cycle court, qui sont moins exigeantes en eau et plus résistantes aux sécheresses prolongées), l'élevage de petits ruminants capables de s'adapter à la modification du climat, et la mise au point de formules de

gestion durable des ressources en eau peu sensibles au changement climatique (microréservoirs, petites digues et diffusion de systèmes d'irrigation à faible coût). Mise en œuvre avec succès, cette stratégie à deux volets permettra de doter la Guinée-Bissau d'une capacité institutionnelle et humaine suffisamment solide pour réaliser, à plus grande échelle, la planification de l'adaptation et des activités pratiques (sur le terrain) susceptibles d'être reproduites dans d'autres régions.

Synergies et coordination

Ce projet a des liens étroits avec les projets et programmes suivants, qui sont actuellement en cours dans le pays : a) un Projet de réhabilitation du secteur agricole et rural, financé par la Banque africaine de développement (BAfD) et le Gouvernement de la République de Guinée-Bissau ; b) un Projet de réhabilitation rurale et de développement communautaire financé par le Fonds international de développement agricole (FIDA) ; c) un *Projet de sécurité alimentaire : l'Information pour l'action*, financé par l'Union européenne ; d) *des projets de réduction structurelle de l'insécurité alimentaire en Guinée-Bissau et de renforcement des systèmes de production agricole dans les régions d'Oio et de Quinara*, financés par l'Union européenne et des ONG ; e) un projet de développement du riz, financé par le Gouvernement Koweïtien ; f) un *projet de coopération technique agricole pour le développement des petites vallées*, financé par le Gouvernement chinois.

Pour tout renseignement

Fonds pour l'environnement mondial
1818 H Street NW
Washington DC 20433, États-Unis

Téléphone : 202-473-0508
Télécopie : 202-522-3240

Août 2009
www.theGEF.org